

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	136 (1991)
Heft:	3
Artikel:	A l'heure où l'on parle d'"Espace économique européen" et de diminution des subventions aux paysans... : L'agriculture suisse pourrait-elle assumer un nouveau "Plan Wahlen"?
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-345080

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A l'heure où l'on parle d'«Espace économique européen» et de diminution des subventions aux paysans...

L'agriculture suisse pourrait-elle assumer un nouveau «Plan Wahlen»?

par le Lt-colonel Hervé de Weck

Pour sa thèse de doctorat ès lettres de l'Université de Neuchâtel, Matteo Trüeb a étudié les problèmes que poserait la réalisation, en cas de crise ou de conflit, d'une autarcie alimentaire de la Suisse, d'un nouveau *Plan Wahlen*¹. Ce sujet lui avait été suggéré par l'ancien conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen lui-même. Dans une telle hypothèse, il faudrait compter avec une pénurie de carburant, de lubrifiant, d'engrais et de pesticides, des produits qui viennent tous de l'étranger, alors que nos paysans, peu nombreux, devraient augmenter la surface cultivée avec des machines sophistiquées et gourmandes en énergie.

La conception d'une étude de géographie économique étonne le lecteur habitué aux travaux universitaires touchant à la littérature ou à l'histoire. En effet, chaque chapitre, qui respecte un schéma très formaliste, comprend la présentation des hypothèses de travail, la démonstration étayée par d'innombrables données statistiques d'une lisibilité pas toujours évidente, les conclusions, qui, le plus souvent, ne sont que la reprise des hypothèses. La conclusion générale de la thèse reprend les questions contenues dans l'introduc-

tion. Une telle méthode implique de nombreuses redites...

Le Plan Wahlen dans les années 1940

Le *Plan Wahlen*, dont la conception remonte au début de la Seconde Guerre mondiale, tient compte d'un conflit de longue durée et d'une interruption totale des importations, ce qui justifie la recherche d'une autarcie alimentaire. Il part aussi du principe que la valeur nutritive d'un hectare de pommes de terre ou de céréales dépasse celle de la viande que l'on produirait à partir de la même surface exploitée en herbe.

Son application modifie profondément le rapport entre les terres ouvertes et les pâturages (prairies): en 1945, cette seconde catégorie de terres qui, six ans plus tôt, formait le 67% de la surface cultivable, n'en représente plus que le 53,7%. «Nos calculs, rappelle Wahlen, nous permirent d'affirmer qu'il était nécessaire d'augmenter la surface des cultures des champs de 182 375 hectares à environ 504 000 hectares pour assurer une alimentation moyenne de 3000 calories par habitant de la Suisse.» Pour les céréales panifiables, il

fallait 247 361 hectares. Ultérieurement, la commission fédérale de l'alimentation se verra forcée de réduire à 2400 l'apport journalier de calories, même à 2200 pour une brève période. Ces mesures de rationnement, loin de provoquer de la malnutrition, vont améliorer l'état de santé du peuple suisse!

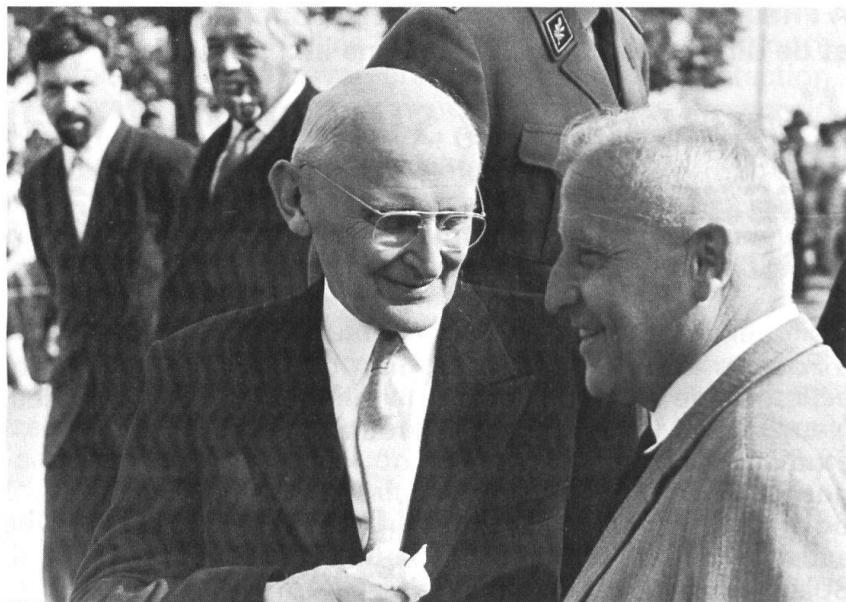
Pour promouvoir sa politique d'extension des cultures, la Confédération soutient les agriculteurs en leur versant des primes destinées à couvrir des frais de production particulièrement élevés. Cette politique s'intègre dans un contexte de rationnement, de subvention à la production et de contrôle des prix. Friedrich Wahlen sait qu'avant de mobiliser les terres, il faut mobiliser les esprits: il participe à de nombreuses assemblées populaires, se rend sur place pour contacter directement les paysans. Une vaste campagne de propagande sensibilise l'ensemble de l'opinion publique.

Evolution de l'agriculture suisse depuis 1945

Entre 1939 et 1980, la surface cultivable va diminuer en moyenne de 3352 hecta-

res par année. Ce phénomène s'explique par l'extension des zones bâties, par le reboisement, ainsi que l'abandon en friche de parcelles peu rentables ou difficiles à travailler. Les cantons de Zurich, de Bâle-Ville, d'Argovie, de Vaud et de Genève, des régions économiquement très développées, apparaissent comme les plus touchés. Le Tessin et le Valais, dont les terrains pentus en montagne sont moins exploités, ont également subi de fortes pertes.

A la fin des années 1980, si le 86% des exploitations ont une étendue inférieure à 20 hectares, celles qui dépassent cette norme, surtout entre 30 et 50 hectares, ont sensiblement augmenté depuis 1940. «Depuis un demi-siècle, les récoltes ont en général doublé, voire triplé (...); il a été possible de produire, par unité de surface, 2,2 fois plus de froment d'automne, (...) 2,8 fois plus de maïs-grain, 2,7 fois plus de pommes de terre (...) que dans la décennie 1931-



Friedrich Traugott Wahlen lors de l'inauguration du monument Guisan à Ouchy

1940.» Pourtant, la production agricole indigène n'assure que le 65% de l'approvisionnement du pays.

Durant la même période, le nombre des paysans, qui s'élevait à 865 044 personnes en 1941 (le 26% de la population active), n'a pas cessé de diminuer: en 1980, on en dénombrait 300 580,

soit un peu plus du 6% de la population active². «Il y a quarante ans, 80% de l'énergie utilisée par l'agriculture suisse était indigène. Actuellement, l'augmentation de la consommation permet de couvrir seulement le 20%.»

Les plans alimentaires des autorités fédérales

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les autorités fédérales ont retravaillé les données du *Plan Wahlen*, dans le but de prendre, dès le temps de paix, les mesures qui permettraient à l'agriculture du pays de produire en temps de crise le nombre de calories maximum par habitant.

Le *Plan alimentaire 80* exploite un logiciel d'une grande flexibilité dans le domaine des scénarios. La consommation de calories par tête et par jour, 3340 kiloca-

Accroissement du rendement en quintaux par hectare

Cultures	1931-1940	1941-1950	1951-1960	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1983
Froment d'automne	22,7	25,1	30,6	32,9	36,1	42,2	44,6	49,5
Orge de printemps	18,6	21,8	27,9	32,2	33,3	38,9	39,3	41,0
Maïs-grain	27,4	29,7	35,3	46,6	55,6	61,3	68,1	77,8
Pommes de terre	155	186	245	302	343	399	397	426
Betteraves	365	367	420	410	457	479	507	578

lories en 1981, tomberait à 2400 kilocalories dès le début de la crise et pour toute la durée de l'économie de guerre. La forte diminution de la consommation de viande serait compensée par une très forte augmentation de celle des pommes de terre.

Le *Plan alimentaire 90*, qui compte sur 292 000 hectares de terres ouvertes, nécessiterait une extension de 63 000 hectares, alors que le *Plan alimentaire 80* en prévoyait une de 77 000 hectares. Il tient compte de l'accroissement des rendements et des performances de l'élevage animal. Les réserves, nécessaires pour surmonter la pénurie inévitable depuis le début de la crise jusqu'à l'autarcie totale, sont donc moins importantes ou pourraient durer plus longtemps³. La ration mensuelle en pommes de terre (12 kg par personne) est plus raisonnable.

Les obstacles à une autarcie alimentaire

Matteo Trüeb regrette «que ces documents de planification (...) se limitent à des résultats fournis par des calculs théoriques. (...) les résultats (...) n'ont jamais été vérifiés dans le terrain. Nous doutons (...) de l'existence de ces surfaces qui se prête-raient à (...) l'extension des champs. Nous doutons qu'en cas de crise ou de guerre tous les moyens motorisés puissent être utilisés dans l'agriculture (...). De même, nous doutons qu'il y ait en Suisse (...) suffisamment de personnes ayant les connaissances nécessaires



Le plan alimentaire 90 prend-il vraiment en compte tous les besoins civils et militaires?

pour être engagées dans l'agriculture.»

Il se demande en outre si le *Plan alimentaire 90* serait à même de satisfaire les exigences de la défense militaire; permettrait-il de faire face aux suites directes ou indirectes d'un conflit, ainsi qu'à une contamination du sol et des réserves? Le peuple suisse accepterait-il d'unir toutes ses forces pour assurer l'indépendance du pays comme il l'a fait durant la Seconde Guerre mondiale?

Le chef d'exploitation agricole, dans les années 40, comptait sur deux ou trois ouvriers, ainsi que sur les deux ou trois générations de sa famille qui vivaient sous son toit; maintenant, il gère seul son exploitation avec son épouse. Les autorités l'ont dispensé du service militaire en cas de mobilisation de guerre, puisque son épouse se trouve dans l'incapacité de le remplacer: elle assume déjà près de la

moitié des tâches dans l'exploitation. La diminution de la population agricole, ce qui signifie une pénurie de main-d'œuvre en cas de crise ou de guerre, compromet une autarcie alimentaire du pays qui impliquerait forcément une augmentation des heures de travail, à la suite du remplacement d'une partie des machines agricoles actuellement utilisées. Même un service du travail obligatoire pour les réfugiés et les étrangers résidant en Suisse ne résoudrait pas le problème.

Il faut aussi envisager une pénurie de carburant aggravée par le risque d'attentats, étant donné que seul le dixième des réserves de pétrole sont stockés dans des réservoirs souterrains, le reste se trouvant dans des réservoirs bien visibles et très vulnérables (ce calcul ne prend pas en compte les réserves du Commissariat central des guerres, qui demeurent secrètes). Ne con-

viendrait-il pas, dès le temps de paix, de décentraliser à la ferme, dans des réservoirs souterrains, un certain pourcentage de ces énormes stocks civils?

L'extension des cultures s'avérerait impossible, si l'approvisionnement du pays en carburant diminuait de plus de 80%. Les problèmes s'aggravaient encore, puisque prédominent de grandes exploitations dans lesquelles on ne peut remplacer les machines dépendant du pétrole, une chose encore possible pour les petits domaines. Le remplacement généralisé du tracteur par le cheval n'est plus envisageable.

L'agriculture disposeraient de quantités plus importantes de combustible fossile si le chauffage des maisons utilisait des énergies renouvelables. Le biogaz et le gaz de bois apparaissent les seuls carburants «alternatifs» utilisables à la ferme, à condition que les mesures indispensables soient prises en temps de paix. Quatre kilos et demi de bois correspondent à un litre de carburant. Sans que les autres utilisations de cette matière première soient compromises, un tiers des réserves de bois (650 000 mètres cubes, soit 70 millions de litres en équivalent diesel) pourraient servir aux besoins de l'agriculture.

Des mesures à caractère éminemment politique...

De son analyse, Matteo Trüeb tire des conclusions qui touchent directement à la défense générale du pays,

car «l'auto approvisionnement conditionne (...) l'efficacité de la défense nationale et constitue la garantie de notre neutralité, de notre liberté et de notre volonté de résistance.» D'autre part, la réalisation d'un nouveau *Plan Wahlen* peut créer un consensus dans le domaine de la politique agricole, atténuant les divergences entre producteurs et consommateurs. Pour que l'autarcie alimentaire de la Suisse soit possible en temps de crise, les autorités fédérales doivent

- préserver la surface agricole dans une loi semblable à celle qui a permis la sauvegarde de la forêt,
- limiter les surfaces à bâtir et favoriser le retour dans les villes des populations qui les ont quittées depuis 1955,
- démanteler les constructions désaffectées sisées sur de bonnes terres agricoles,
- rendre à l'agriculture les surfaces occupées par les voies de communication peu rentables,
- accroître le nombre d'emplois dans l'agriculture en favorisant des techniques de production moins intensives, mais qui préparent l'environnement.

Enfin, Trüeb propose de garantir la main-d'œuvre nécessaire dans les exploitations en temps de crise par des mesures pédagogiques. Il s'agirait d'introduire dans les écoles primaires et secondaires, dans les gymnases, des heures de connaissances de base en agriculture, auxquelles s'ajouteraient un stage d'environ trois semaines pen-

dant une période de vacances scolaires.

De telles mesures ne manquent pas d'étonner à une époque où les gouvernements occidentaux parlent d'*«Espace économique européen»*, de Marché commun, de diminution des subventions à l'agriculture, de GATT et d'*«Uruguay Round»*! Sont-elles pourtant aussi déphasées et réactionnaires qu'on pourrait le penser de prime abord?

H. de W.

¹ Trüeb, Matteo: *Un nouveau «Plan Wahlen» est-il réalisable en cas de crise ou de guerre?* Cousset, Delval, 1990. 382 p.

² En 1985, le secteur primaire occupe le 6% de la population active, le secteur secondaire le 38% et le secteur tertiaire le 55%.

³ Estimation des réserves stockées en Suisse, compte tenu d'une consommation normale: carburants, combustibles 6 mois; produits alimentaires 12 mois; fourrages 6 mois.